

drent nullement avec les termes de notre Déclaration qui est respectueuse de la souveraineté nationale et qui est prête à considérer toutes les réalités compatibles avec notre honnêteté de républicains et d'espagnols.

Paris, le 4 Septembre 1947

J'espère que vous tiendrez compte au bien fondé de nos raisonnements et que vous nous ferez l'honneur de croire au désir ardent du Gouvernement de réunir le Congrès le plus tôt possible. Et cela, afin de permettre de donner satisfaction aux desirs que vous avez signalés et que nous partageons, "d'accorder les facilités les plus grandes pour que les députés qui résident en Amérique et qui se trouvent à l'intérieur de l'Espagne puissent y assister".

A cette occasion, MM. Amador Fernández et Antonio F. Bolanos Députés aux Cortès Paris

ALFARO DE ALBORNOZ

Messieurs,

Votre lettre du 3 courant nous est parvenue une fois que la Déclaration Ministerielle avait été rédigée et rendue publique. Sans avoir eu besoin d'être stimulé, le Gouvernement avait déjà signalé son intention arrêtée de se présenter devant les Cortès avec toute l'urgence que les événements lui permettront. Il est convaincu que le débat public offrira l'opportunité voulue pour diriger la politique espagnole de la façon la plus efficace et la plus juste.

Si le but recherché est de permettre l'assistance de tous les députés, il n'échappera pas à votre bon sens que l'intérêt du Gouvernement, aussi que celui qui vous anime, est subordonné à des circonstances indépendantes de notre volonté. En effet il n'existe pas de possibilité matérielle de convoquer la réunion des Cortès avec l'urgence que vous signalez sur votre lettre. Les difficultés auxquelles le Gouvernement se heurterait pour obtenir les sommes nécessaires en argent liquide pour faire face aux frais considérables qu'exige l'événement historique, d'une part; les fait que les députés se trouvent dispersés dans le monde entier et qu'ils se consacrent actuellement à des activités qui souvent, ne peuvent être subitement interrompues; les obstacles qu'il faut surmonter pour entrer en possession des passeports et des visas indispensables et pour disposer en temps utile des moyens de transport, d'autre part, constituent autant de raisons qui, examinées avec sérénité et impartialité, montrent clairement que notre Gouvernement ne pourrait mener à bien cette intention, quoi qu'il fût son désir, avant le délai prévu par ladite déclaration. S'il a existé précédemment de plus vastes opportunités qui n'ont pas été dûment saisies, il n'est pas de notre ressort de les examiner. En tout cas, elles ne peuvent être attribuées au Gouvernement que j'ai l'honneur de présider.

Ce n'est pas, non plus, le moment de contredire les opinions que vous exposez sur la conjoncture internationale en rapport avec le problème espagnol, sur certaines interprétations des préceptes constitutionnels ou sur des attitudes sectaires imputées à mon Cabinet et aux éléments politiques qui l'intègrent. Ces attitudes ne ca-

drent nullement avec les termes de notre Déclaration qui est respectueuse de la souveraineté nationale et qui est prête à considérer toutes les réalités compatibles avec notre honnêteté de républicains et d'espagnols.

Paris, le 4 Septembre 1947

J'espère que vous tiendrez compte du bien fondé de nos raisonnements et que vous nous ferez l'honneur de croire au désir ardent du Gouvernement de réunir le Congrès le plus tôt possible. Et cela, afin de permettre de donner satisfaction aux désirs que vous avez signalés et que nous partageons, "d'accorder les facilités les plus grandes pour que les députés qui résident en Amérique et qui se trouvent à l'intérieur de l'Espagne puissent y assister".

M. Masoch Fernandez et Antonio F. Solano

A cette occasion, veuillez agréer, Messieurs, ma considération la plus distinguée.

ALVARO DE ALBORNOZ

Messieurs,

Votre lettre du 3 courant nous est parvenue une fois que la Déclaration Ministerielle avait été rédigée et rendue publique. Sans avoir eu besoin d'être stimulé, le Gouvernement avait déjà signalé son intention arrêtée de se présenter devant les Cortes avec toute l'urgence que les événements lui permettraient. Il est convaincu que le débat public offrira l'opportunité voulue pour diriger la politique espagnole de la façon la plus efficace et la plus juste.

Si le but recherché est de permettre l'assistance de tous les députés, il n'échappera pas à votre bon sens que l'intérêt du Gouvernement, aussi que celui qui vous aime, est subordonné à des circonstances indépendantes de notre volonté. En effet il n'existe pas de possibilité matérielle de convoquer la réunion des Cortes avec l'urgence que vous signalez sur votre lettre. Les difficultés auxquelles le Gouvernement se heurterait pour obtenir les sommes nécessaires en argent liquide pour faire face aux frais considérables qu'exige l'événement historique, d'une part; les fait que les députés se trouvent dispersés dans le monde entier et qu'ils ne consacrent actuellement à des activités qui souvent, ne peuvent être subitement interrompues; les obstacles qu'il faut surmonter pour entrer en possession des passeports et des visas indispensables et pour disposer en temps utile des moyens de transport, d'autre part, constituent autant de raisons qui, examinées avec sérénité et impartialité, montrent clairement que notre Gouvernement ne pourrait songer à bien cette intention, quel qu'il fût son désir, avant le délai prévu par ladite déclaration. S'il a existé précédemment de plus vastes opportunités qui n'ont pas été épuisées, il n'est pas de notre ressort de les examiner. En tout cas, elles ne peuvent être attribuées au Gouvernement que j'ai l'honneur de présider.

Ce n'est pas, non plus, le moment de contredire les opinions que vous exposez sur la conjoncture internationale en rapport avec le problème espagnol, sur certaines interprétations des préceptes constitutionnels ou sur des attitudes certaines imputées à mon Cabinet et sur d'autres attitudes qui l'intéressent. Ces attitudes ne ca-